

Benoît Lutgen : « Sortir de l'escalade par la concertation, c'est la seule voie »

CDH Le parti appelle tous les acteurs à collaborer à quatre projets prioritaires

- Le président du CDH propose une trêve au gouvernement et aux syndicats. Pour se concerter, aussi avec les patrons et les Régions.
- En vue d'un pacte d'excellence pour la Belgique avec quatre priorités : mobilité, justice, sécurité, énergie.

ENTRETIEN

Ce lundi, le CDH mène une action « Drapeau blanc » à Namur et Bruxelles. Objectif ? Distribuer des drapeaux blancs mais aussi des propositions pour que cesse « l'escalade » entre le gouvernement et les syndicats, et que reprenne la concertation, tradition belge.

Concertation : c'est le mot à la mode, « le » recours pour sortir du blocage à entendre les politiques. Didier Reynders (MR) disait la semaine dernière que la responsabilité de la suédoise est de reprendre le chemin de la concertation ; Elio Di Rupo (PS) appelait à la concertation dimanche sur RTL ; le Premier ministre Michel jurait sur le même plateau que son équipe accepte et pratique la concertation ; et Kris Peeters (CD&V) disait à la VRT que la concertation est la seule manière d'en sortir.

L'appel lancé ici par le président du CDH, Benoît Lutgen, sera-t-il dès lors entendu ?

Qu'espérez-vous avec cette action « Drapeau blanc » ?

Une trêve, un moratoire entre le fédéral et les syndicats. Il faut que le gouvernement arrête sa

course folle vers des coupes budgétaires et gèle les mesures provisoirement. Et qu'il n'y ait plus de manifestation, de grève. Qu'on se donne quelques semaines, un mois, pour renouer le dialogue et trouver des solutions avec l'ensemble des partenaires sociaux. Beaucoup de gens attendent cela, le pays est bloqué, on est dans l'escalade ; cela devient de l'égo, parfois de l'insulte. Chacun doit faire un pas vers l'autre.

Qu'est-ce qui vous choque particulièrement aujourd'hui ?

Qu'on quitte le mode de la concertation dans notre pays ; il n'y a même plus d'espace de dialogue.

C'est nouveau ?

A ce point, c'est assez nouveau : qu'il n'y ait ni concertation ni volonté d'avoir cette concertation.

Le gouvernement dit pourtant que la concertation existe et qu'il est authentiquement social...

On peut aussi dire que le ciel est bleu quand il pleut ! Une concertation, ce n'est pas à prendre ou à

laisser, annoncer à ses interlocuteurs les décisions prises. Mais il faut aussi que les syndicats aient une réelle volonté d'aboutir. On touche au fonctionnement de notre démocratie, singulièrement la justice : les coupes budgétaires sont sans précédent, alors qu'il faudrait mettre des moyens dans la justice, qui a aussi des objectifs sociaux : des entreprises attendent des décisions ; il faut lutter contre la fraude fiscale... Le Premier ministre doit proposer une méthode de concertation avec l'ensemble des acteurs, sur l'ensemble des sujets difficiles : justice, mobilité, sécurité, énergie, flexibilité. Et venir avec des projets qui dépassent les frontières

entre fédéral et Régions.

Les syndicats veulent faire tomber le gouvernement ?

Je ne me permets pas de dire ça. A eux de le dire. J'espère que les intentions sont d'abord de défendre leurs convictions. Ce n'est pas leur rôle de faire tomber un gouvernement.

Et vous, vous voulez faire tomber le gouvernement ?

Non, sinon on ne proposerait pas la concertation. L'intérêt général et du pays passe avant.

Vous pensez que les syndicats sont manipulés par des partis ?

Quels éléments de preuve a-t-on

pour dire ça ? C'est à nouveau de l'escalade. Il peut y avoir des excès des syndicats, je les dénonce, ou de patrons, ce n'est pas pour ça qu'ils sont tous des voyous, ou du gouvernement. Ce sont des postures. Comme Jean-Luc Crucke (MR) qui excitait les camionneurs pour bloquer la Wallonie. Quand les partis sont parmi les manifestants, ce n'est pas notre style non plus. Chacun doit être à sa place, sinon ça peut donner des signes d'utilisation de manifestation à des fins purement politiques ou électorales.

Trois patrons dans une carte blanche, d'autres responsables, disent que le Premier ministre

doit prendre l'initiative. Et vous ?

Je partage et je partage aussi la méthode proposée par ces patrons. Il faut travailler ensemble sur des projets, notamment au niveau de la mobilité qui est importante pour l'économie, la santé, l'emploi, l'environnement. Et voir comment apporter des solutions avec les experts, ne pas commencer par l'institutionnel.

Donc, il s'agit d'identifier quelques enjeux déterminants : mobilité, énergie, sécurité, justice. Il faut un pacte d'excellence pour la Belgique.

La bonne collaboration, ce n'est pas l'état d'esprit qui domine...

C'est pour ça qu'on lance cet appel. Ce n'est pas en restant dans une guerre de tranchées, dans l'insulte, dans le dogme, qu'on arrivera à s'en sortir. L'opposition, les patrons, une majorité de Belges estiment qu'il est temps de dépasser les clivages, politiques, syndicaux, communautaires, pour revenir à des projets les plus positifs possibles. Sinon, on sera toujours dans le blocage. Et cela coûte très cher au pays : mettre 4 millions pour redorer l'image et ne pas être au rendez-vous de la concertation, c'est mettre 4 millions d'euros à la poubelle.

Vous n'avez pas peur d'être traité de naïf en lançant cet appel ?

Cela voudrait dire alors que, pendant très longtemps, la Belgique a été naïve, car pendant longtemps, la concertation était la tradition. J'essaie d'être positif plutôt que dans la contestation absolue, en train de hurler, comme certains politiques.

Vous visez le PS, le PTB ?

Le PTB en rajoute des couches, la gauche en rajoute des couches. Et la droite n'est pas exempte. Ce n'est pas acceptable à mes yeux. La naïveté ? Alors les patrons aussi sont naïfs. Il est important que des politiques, des patrons, des citoyens disent « ça suffit, concertez-vous ». On a traversé des crises plus graves par le passé. Mais je n'en connais pas qu'on dépasse sans la négociation. C'est la seule voie. ■

Propos recueillis par
MARTINE DUBUISSON

LES QUATRE PROJETS PRIORITAIRES DU CDH**Mobilité : trajets réduits de 30 %**

Pour le président du CDH, il faut « réduire de 30 % le temps de trajet pour les Belges, surtout vers les grandes villes. Pour y arriver, il faut élargir le champ des possibilités concernant les voitures de société : maintenir l'avantage fiscal, mais offrir d'autres possibilités de logement, de télétravail, de titres-services... Régions et fédéral pourraient aussi se mettre d'accord sur une bande réservée au covoiturage. Pour le RER, on peut prévoir une base pluriannuelle (5 ans) des budgets et de la clef de répartition 60-40 entre Flandre et Wallonie : ainsi, on pourrait finaliser le RER plus rapidement plutôt que d'arrêter les travaux chaque année faute d'argent. »

Justice : réformer et investir

Pour le CDH, « il faut immédiatement remettre le budget d'investissement et de fonctionnement pour que l'informatisation de la Justice ne date plus des années 90 ou 80 ; donner des infra-

structures aux prisons (en Flandre, elles sont davantage sécurisées et la surpopulation est plus importante en Wallonie) et engager des magistrats là où c'est nécessaire. Et ça n'empêche pas de réformer avec l'ensemble des acteurs, mais les réformes ne suffisent pas ». Comment financer tout cela ? « C'est une question de volonté politique ; donner les moyens de lutter contre la fraude fiscale, ce sont des investissements productifs. Ça donnera les marges nécessaires. »

Sécurité : plus de moyens

Pour le CDH, que la sécurité soit une priorité est « une évidence vu la situation ». Il relève « la situation très tendue sur le terrain, avec la conjugaison du risque terroriste, le blocage du pays et les grèves dans les prisons : la police doit faire des heures supplémentaires quasi tous les jours. Le moratoire et la trêve que nous proposons permettront de soulager la police. Mais il faut des moyens supplémentaires. Et la commission

d'enquête identifiera les endroits où il faut des moyens, comme la Sûreté de l'Etat ». Comment financer ça ? « C'est une question de choix. Le gouvernement a dégagé 400 millions, mais on ne sait pas encore comment ce sera ventilé. »

Énergie : tous ensemble

Ici encore, le président du CDH souhaite que tout le monde collabore : « Il faut un axe Régions, fédéral, opérateurs et acteurs-producteurs d'énergie, et citoyens pour atteindre les objectifs. La Belgique a besoin d'un plan ambitieux. L'indépendance énergétique, même si elle ne peut être totale, est un enjeu majeur des prochaines années. Lutter contre le réchauffement aussi. Le fédéral doit prendre la main avec les Régions, pour atteindre les objectifs, notamment sur le renouvelable. Et là, il y a des moyens. Il ne faut pas voir les producteurs d'énergie comme des ennemis, mais les inviter autour de la table. »

M.A.D.